

# Les Pays-Bas - Fiche sur les droits de la personne <sup>1</sup>

Le Royaume des Pays-Bas est un pays industrialisé à basse altitude dans le nord-ouest de l'Europe. Il est avoisiné par la Belgique, l'Allemagne et la mer du Nord. Le climat politique y est stable et le Royaume est généralement respectueux des droits humains, autant sur le niveau pratique que dans ses politiques et sa constitution. En 2001, il fut le premier pays à légaliser le mariage entre personnes du même sexe. La Cour pénale internationale et la Cour Internationale de Justice sont toutes les deux basées aux Pays-Bas. Cependant, le profilage ethnique par la police demeure un problème.

**Langue officielle :** Néerlandais

**Groupes ethniques :** Néerlandais 77.39%, Autres Européens 2.3%, Marocains 2.2 %, Moluquois et autres Indonésiens 2.1%, Surinamais 2%, Antillais Néerlandais 0.9%, Autres Américains 0.23%, Autres 2.8%

**Gouvernement :** Monarchie Constitutionnelle avec un parlement unitaire

**Peine capitale :** Abolitionniste

**Population:** 17.8 millions

**Espérance de vie moyenne :** 81.6 ans

**Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans :** 2.94 pour 1000

**Taux d'alphabétisation des adultes :** 99 %



## Section 1: Développement global

Le développement global d'un pays – qui prend en considération l'éducation, la santé, le revenu, et d'autres facteurs – est un indicateur important permettant de déterminer si les citoyens ont une chance raisonnable de jouir d'un bien-être social et économique et d'une certaine mobilité.

### Développement humain (PNUD l'Indice du développement humain (IDH)) <sup>2</sup>



#### 0.933 – Développement humain très élevé <sup>3</sup>

Selon le PNUD, les Néerlandais profiteraient d'un revenu national brut par habitant de 550,013 et ils pourraient s'attendre à une moyenne de 12.2 ans d'éducation. Comparativement aux autres pays avec un revenu national brut par habitant similaire, c'est un IDH très élevé.

## Section 2: Respect de l'intégrité de la personne

L'ensemble de droits de la personne le plus fondamental concerne le respect de l'intégrité de chaque individu. Il garantit le droit à la vie et celui de ne pas subir de torture. Il interdit également la détention arbitraire et les disparitions, et garantit le droit à un procès juste et équitable.

### Droit de ne pas être arbitrairement ou illégalement privé de la vie



#### Respecté <sup>4</sup>

La législation danoise protège fermement le droit à la vie et on ne rapporte aucune exécution.

### Droit d'être protégé contre les disparitions



#### Respecté <sup>5</sup>

On ne rapporte aucune disparition aux Pays-Bas.

### Droit de ne pas subir de torture et d'autres peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants



#### Respecté <sup>6</sup>

La torture et les peines cruelles sont interdites aux Pays-Bas et ces lois sont respectées.

### Droit de ne pas être arrêté ou détenu arbitrairement



#### Respecté <sup>7</sup>

On ne rapporte pas d'arrestation arbitraire et la loi empêche de telles pratiques. Toutes personnes peuvent contester les motifs de leurs arrestations.

### Droit à un procès public et équitable

 **Respecté**<sup>8</sup>  
 La loi protège le droit à un procès public et équitable et fournit un système judiciaire indépendant qui est respecté par le gouvernement

Droit d'être à l'abri de toute immixtion arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

 **Respecté**<sup>9</sup>  
 Une telle immixtion est interdite par les lois néerlandaises et ces lois sont généralement respectées.

### Section 3: Respect des libertés civiles

Les libertés civiles sont internationalement reconnues comme étant un des fondements des droits de la personne. Elles comprennent les libertés d'expression, de réunion, d'association, d'éducation et de religion. Ce sont des droits inaliénables qu'un gouvernement ne peut violer et doit garantir pour tous, y compris pour les femmes et les groupes minoritaires.

Liberté d'expression et de presse (*Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse*)<sup>10</sup>

 **Pointage : 8.63, Rang : 4 / 180 – Largement libre, diversifiée et indépendante**<sup>11</sup>  
 La liberté de presse est protégée par la loi. La presse indépendante ne subit aucune restriction tant qu'à la représentation de points de vue variés. Même si les discours haineux sont une offense criminelle, la loi n'implique pas les discours haineux contre une religion ou une philosophie. Les restrictions contre les discours haineux s'appliquent aux médias mais elles sont négligemment imposées.

Droit d'être à l'abri de toute censure académique

 **Respecté**<sup>12</sup>  
 La loi n'implique aucune restriction sur la liberté académique.

Liberté de rassemblement et d'association pacifique

 **Respecté**<sup>13</sup>  
 La liberté de rassemblement et d'association pacifique sont protégées par la loi et le gouvernement a continuellement respecté ses lois.

Liberté de religion

 **Partiellement respecté**<sup>14</sup>  
 Même si la constitution interdit la discrimination religieuse, les politiciens ont occasionnellement fait des déclarations antisémites ou islamophobes. Des centaines d'incidents impliquant de la violence ou du harcèlement antisémite ou islamophobe ont été rapportés. Une loi interdisant les visages couverts dans les lieux publics est présentement en vigueur.

Liberté de circulation

 **Respecté**<sup>15</sup>  
 La loi Néerlandaise garantit la liberté de circulation, et rien ne laisse à penser qu'elle n'est pas respectée.

Protection des réfugiés et des apatrides

 **Largement bafoué**<sup>16</sup>  
 Plusieurs ONG ont critiqué les centres de détentions pour migrants dans les Pays-Bas. Le principe de non-refoulement a été enfreint par le Royaume lorsque des demandeurs d'asiles furent renvoyé en Afghanistan de force malgré l'état de détérioration dans le pays. Les droits des migrants sans-papiers sont limités.

Protection globale des libertés civiles (*Classement des libertés civiles de Freedom House*)<sup>17 18</sup>

 **1 / 7 – Libre**<sup>19</sup>  
 La presse et le système judiciaire sont complètement indépendants du gouvernement. Les citoyens peuvent intenter des litiges ou des plaintes contre les atteintes aux droits de l'homme aux cours Néerlandaises. Il est également possible de faire appel à la Cour Européenne des droits de l'homme.

## Section 4: Respect des droits politiques

Les droits politiques garantissent à tous les membres d'une société la capacité d'influer sur le processus politique. L'évaluation des droits politiques comprend un examen du processus électoral et de la sélection des représentants, l'émancipation politique du grand public, la tolérance de la dissidence, la reddition de comptes par le gouvernement, etc.

### Protection globale des droits politiques (Classement des libertés politiques de Freedom House)<sup>20</sup>



**1 / 7 – Libre**<sup>21</sup>

Les citoyens Néerlandais choisissent leur gouvernement lors d'élections justes et équitables. Il n'existe aucune loi limitant l'accès aux femmes et aux minorités à la sphère politique.

## Section 5: Corruption et manque de transparence du gouvernement

Les droits civils, économiques et sociaux de la population d'un pays sont souvent tributaires du degré de transparence et de l'absence de corruption. Il existe différentes mesures internationales de la transparence et de la corruption, notamment la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, le classement Bribe Payers Index et le classement Open Budget Index.

### Transparence et protection contre la corruption (Indice de perception de la corruption de Transparency International)<sup>22</sup>



**Pointage : 82%, Rang : 8/ 180 – Peu de corruption**<sup>23</sup>

Dans les pays bas, il existe plusieurs lois servant à prévenir la corruption par les fonctionnaires. Ces lois sont appliquées de façon efficace par les gouvernements. Cependant, les fonctionnaires ne sont pas tenus de divulguer leurs revenus et leurs richesses.

## Section 6: Réponse du gouvernement aux critiques

Cette section traite spécifiquement de la réponse des chefs d'État aux critiques de la société civile ou aux rapports internationaux sur les droits de la personne.

### Attitudes gouvernementales vis-à-vis des enquêtes indépendantes de présumées violations des droits de l'homme



**Respecté**<sup>24</sup>

Les ONG et les groupes de défense des droits de la personne opèrent librement dans le pays, sans aucun problème signalé.

## Section 7: Discrimination et abus au sein de la société

Les pratiques discriminatoires d'ordre juridique et social liées au sexe, à la race, aux croyances ou à l'orientation sexuelle constituent des violations des droits de la personne. Les États possédant une solide tradition en matière de libertés civiles devraient avoir un système juridique équitable qui assure la primauté du droit, permet la libre activité économique et garantit l'égalité des chances pour tous.

### Minorités en voie de disparition (Peuples menacés - Minority Rights Group International)<sup>25</sup>



**Aucune menace répertoriée – Dangers limités pour les minorités**<sup>26</sup>

Selon Minority Rights Group International, aucune minorité dans les Pays-Bas ne fait face à une menace de violence immédiate. Les services de police Néerlandais reçoivent un entraînement sur le profilage ethnique et racial.

### Droits des femmes (Global Gender Gap Report du Forum économique mondial)<sup>27</sup>



**Pointage : 73.6% Rang : 38 / 142 – Quelque peu inégalitaires**<sup>28</sup>

Les femmes ont le même statut légal selon la loi. Aucun rapport n'indique qu'il y a discrimination sur les lieux de travail. La loi interdit le viol et la violence conjugale. Le harcèlement sexuel est pénalisé. Cependant l'écart salariale demeure problématique en Hollande.

### Droits des enfants (Kids Rights Overall Score)<sup>29</sup>



**Pointage : 90.4%, Rang : 13 / 181 – Protégés**<sup>30</sup>

Les enfants sont protégés contre l'abus et l'exploitation sexuelle. L'âge minimum pour le mariage légal est de 18 ans avec quelques exceptions.

### Droits des personnes handicapées



**Respectés**<sup>31</sup>

La discrimination contre les personnes en situation d'handicap est interdite par la loi. La loi prévoit l'accès égalitaire à l'éducation et à l'emploi. Les Pays-Bas profitent d'une accessibilité aux immeubles publiques et aux transports en communs considérable.

## Droits des minorités nationales, raciales ou ethniques (p. ex. discrimination, islamophobie, antisémitisme, etc.)



### Partiellement Respectés<sup>32</sup>

Malgré les lois interdisant la discrimination ethnique ou raciale, les Pays-Bas ont signalé que le plus grand pourcentage d'incidents impliquant de l'intimidation était relié à l'ethnicité, la couleur ou l'origine. Les politiciens continuent à faire des déclarations antisémites et islamophobes.

## Droit d'être à l'abri des abus et de la discrimination, fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre



### Respecté<sup>33 34</sup>

Le mariage entre les personnes de même sexe est légal dans les Pays-Bas. La discrimination contre les personnes LGBTI est interdite par la loi qui est appliquée efficacement. La police est munie d'une unité consacrée entièrement à la protection des droits LGBTI.

## Section 8: Droits des travailleurs

Les droits des travailleurs forment un ensemble de droits légaux relatifs aux relations de travail entre employés et employeurs. Ils concernent fondamentalement la capacité de négocier la rémunération, les avantages sociaux, les conditions d'emploi et la sécurité au travail. Ces droits découlent souvent du droit de se syndiquer et de l'accès à la négociation collective.

### Droit à la liberté d'association et à la négociation collective



#### Respecté<sup>35</sup>

La négociation collective est protégée par la loi. La discrimination contre les syndicats et les représailles contre les grèves sont punissables par la loi.

### Droit de ne pas être contraint au travail forcé ou obligatoire



#### Respecté<sup>36</sup>

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire et le gouvernement applique ces lois. Cependant, des rapports ont signalé quelques cas isolés de travail forcé.

### Droit des enfants de ne pas être contraints au travail forcé et âge légal minimum d'emploi



#### Respecté<sup>37</sup>

Le travail infantile est interdit par la loi et il n'y a eu aucun signalement de travail des enfants dans les Pays-Bas. Les enfants entre 13 et 17 ans peuvent travailler avec certaines restrictions.

### Droit à des conditions de travail acceptables



#### Respecté<sup>38</sup>

Dans les Pays-Bas, le salaire minimum est suffisant pour un individu seul mais on craint que ce montant serait insuffisant pour un couple avec plus de deux enfants. Les normes de santé et sécurité au travail sont généralement appliquées avec efficacité.

### Droit à l'emploi



#### 3.8% - Taux de chômage très bas<sup>39</sup>

Les taux de chômage sont constamment en chute dans les Pays-Bas. Le taux de chômage est à son plus bas des dix dernières années.

<sup>1</sup> Cette évaluation est fondée sur un modèle hybride des droits et libertés de la personne qui se base à la fois sur des principes juridiques et sur des classifications intuitives. La Fondation CJPME a tenté d'intégrer le plus de sources et d'indicateurs indépendants possibles dans son analyse sommaire. Dans bien des cas, elle a tiré les données qualitatives relatives au respect d'un droit spécifique dans un pays des publications de Human Rights Watch (HRW) et des rapports sur les pays établis par le département d'État américain. HRW publie un rapport mondial qui évalue le niveau de respect des droits de la personne dans chaque pays selon une méthodologie reposant sur une couverture locale et des entrevues sur le terrain, combinées avec des recherches et des analyses. Le département d'État américain maintient une publication à jour sur la situation des droits de la personne à l'échelle internationale. Son système de recherche et d'examen s'appuie sur les travaux de ses fonctionnaires ainsi que sur ceux des organismes de la société civile locale et des organisations internationales des droits de la personne.

<sup>2</sup> The UN Development Program HDI was created to emphasize that people and their capabilities should be the ultimate criteria for assessing the development of a country, not economic growth alone. The HDI can also be used to question national policy choices, asking how two countries with the same level of GNI per capita can end up with different human development outcomes. These contrasts can stimulate debate about government policy priorities. The Human Development Index (HDI) is a summary measure of average achievement in key dimensions of human development: a long and healthy life, being knowledgeable and have a decent standard of living. Consulté le 2 juin 2017 <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>

<sup>3</sup> "Table 1: Human Development Index and its components, Denmark" UNDP, based on 2018 or the most recent year available. Consulté le 8 février 2019. <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>.

<sup>4</sup> "Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Denmark." Département d'État américain. Consulté le 8 février 2019.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>.

<sup>5</sup> Ibid. Département d'État américain. For purposes of the present analysis, a "disappearance" is different than simple arbitrary detention because a "disappearance" is considered permanent.

<sup>6</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>7</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>8</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>9</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>10</sup> Le classement mondial de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières évalue le niveau de la liberté d'information dans 180 pays établi au moyen de sondages réalisés par des ONG locales et par des organisations de la société civile œuvrant pour la défense de la liberté d'expression à travers le monde. Ce classement est aussi établi par des correspondants locaux et au moyen de suivis sur les infractions à la liberté de presse partout où elles ont lieu. La méthodologie comporte six indicateurs : 1) le pluralisme des médias, 2) l'indépendance des médias, 3) l'environnement médiatique et l'autocensure, 4) l'encadrement légal des médias, 5) la transparence des médias, 6) l'infrastructure des médias. Le score obtenu à partir de ces six indicateurs est combiné avec une note du niveau de violence contre les journalistes dans le pays pour donner un score global. La Fondation CJPME classe l'indice de liberté de la presse comme suit : 0 à 14,99 (16 pays), généralement libre, diversifiée et indépendante; 15 à 24,99 (37 pays), en grande partie libre, diversifiée et indépendante; 25 à 29,99 (31 pays), partiellement libre, diversifiée et indépendante; 30 à 39,99 (39 pays), partiellement contrôlée, limitée ou intimidée; 40 et plus (57 pays), hautement contrôlée, limitée ou intimidée.

<sup>11</sup> "World Press Freedom Index." Reporters Without Borders: For Freedom of Information. Consulté le 8 février 2019. <https://rsf.org/en/ranking>.

<sup>12</sup> "Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Denmark." Département d'État américain. Consulté le 8 février 2019.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>.

<sup>13</sup> "Denmark." World Report 2018: Denmark". Consulté le 8 février 2019. <https://www.hrw.org/europe/central-asia>.

<sup>14</sup> "Denmark." International Religious Freedom Report for 2017". Consulté le 8 février 2019. <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm#wrapper>.

<sup>15</sup> "Denmark." World Report 2018: Denmark. Consulté le 8 février 2019. <https://www.hrw.org/europe/central-asia>.

<sup>16</sup> "Denmark." World Report 2018: Denmark. Consulté le 8 février 2019. <https://www.hrw.org/europe/central-asia>.

<sup>17</sup> Freedom House est une ONG américaine reconnue à l'échelle internationale qui documente et mesure la qualité des pratiques démocratiques dans un pays donné, en matière de droits civils et de droits politiques. L'échelle de classification de Freedom House est la suivante : de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre).

<sup>18</sup> Le classement des libertés civiles de Freedom House mesure, entre autres, a) la liberté d'expression et de croyance, b) le droit d'association et d'organisation, c) la primauté du droit et d) l'autonomie personnelle et les droits individuels. Freedom House classe les pays de 1 à 2,5 (libre), de 3 à 5,5 (partiellement libre), 6 ou 7 (non libre). Consulté le 1 octobre 2018. <https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2014/methodology#.VldwWzHF98F>

<sup>19</sup> "Denmark." Freedom in the World 2018: Denmark". Consulté le 8 février 2019. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/denmark>.

<sup>20</sup> Voir la note sur l'organisation Freedom House ci-dessus. L'évaluation des droits politiques de Freedom House tient compte : a) du processus électoral, b) du pluralisme et de la participation politique et c) du fonctionnement du gouvernement. <https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2014/methodology#.VldwWzHF98F>

<sup>21</sup> "Denmark." Freedom in the World 2018: Denmark". Consulté le 8 février 2019. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/denmark>.

<sup>22</sup> Transparency International (TI) publie annuellement un « Indice de perception de la corruption » basé sur des recherches et des sondages indépendants. Les principales catégories de corruption sont ventilées dans l'indice afin de fournir des précisions sur les problématiques, par exemple la perception de la corruption, la lutte contre la corruption ou l'opacité financière. Les pays sont notés sur 100; plus le score est élevé, moins la société est corrompue. La Fondation CJPME a classé les pays comme suit : de 80 à 100 (11 pays) corruption très limitée; de 60 à 79 (27 pays) corruption limitée; de 40 à 59 (41 pays) quelque peu corrompu; de 20 à 39 (80 pays) hautement corrompu; de 0 à 10 (15 pays) extrêmement corrompu.

<sup>23</sup> "Denmark." Corruption by Country. Consulté le 8 février 2019. <https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/denmark-overview-of-corruption-and-anti-corruption>

<sup>24</sup> "Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Denmark." Département d'État américain. Consulté le 8 février 2019.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>.

<sup>25</sup> The Peoples under Threat assessment by Minority Rights Group International highlights countries most at risk of genocide and mass killing. The ranking is created by compiling data on the known antecedents to genocide or mass political killing. Consulté le 8 février 2019 <http://peoplesunderthreat.org/>.

<sup>26</sup> "Denmark." Peoples under Threat, Minority Rights Group International. 2017, or most recent data. Consulté le 8 février 2019. <http://peoplesunderthreat.org/>.

<sup>27</sup> Cette mesure est basée sur la *Global Gender Gap Report* du Forum économique mondial, où 0,00 désigne l'inégalité entre les sexes et 1,00 l'égalité totale entre les sexes. Cet index se penche sur quatre sous-domaines : participation et perspectives économiques; niveau de scolarité; santé et espérance de vie; émancipation politique. Un score en pourcentage est attribué à chaque pays; plus le pourcentage est élevé, plus le pays se rapproche de la parité. La Fondation CJPME a classé les pourcentages comme suit : de 80 à 100% (5 pays) : presque égalitaire; 70-79% (60 pays) : quelque peu inégalitaire; 0-69% (77 pays) : fortement inégalitaire.

<sup>28</sup> "Denmark." World Economic Forum. January 1, 2018. Consulté le 8 février 2019. [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GGGR\\_2018.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf)

<sup>29</sup> Cette mesure est basée sur la note obtenue dans le KidsRights Index Overall Score. Le calcul de l'indice prend notamment en compte les éléments suivants : l'espérance de vie et la mortalité maternelle; la santé; l'éducation; la protection et l'environnement entourant les droits de l'enfant. Chaque pays se voit attribuer une note en pourcentage; plus celle-ci est élevée, plus les enfants sont protégés. KidsRights classe les pays en fonction de ces pourcentages et la Fondation CJPME ventile les catégories comme suit : de 70 à 100 % (77 pays) : protégés; de 60 à 70 % (29 pays) : quelque peu protégés; de 45 à 50 % (33 pays) : légèrement vulnérables; de 30 à 45 % (12 pays) : hautement vulnérables; moins de 30 % (11 pays) : extrêmement vulnérables.

<sup>30</sup> "The KidsRights Index: Overall Ranking." The KidsRights Index. Consulté le 8 février 2019. <http://www.kidsrightsindex.org/>

<sup>31</sup> "Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Denmark." Département d'État américain. Consulté le 8 février 2019

<sup>32</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>33</sup> "ILGA World Map." International Lesbian Gay and Intersex Association. Consulté le 8 février 2019. <http://ilga.org/>. See also Ibid. Département d'État américain.

<sup>34</sup> ILGA, the International, Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, was founded in 1978 on the principle of highlighting state sponsored homophobia where it exists around the world. ILGA annually publishes a map with an accompanying report on sexual and gender based harassment, which focuses on both the legal and non-legal acts of state sponsored discrimination.

<sup>35</sup> "Country Reports on Human Rights Practices for 2017 Denmark." Département d'État américain. Consulté le 8 février 2019.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>.

<sup>36</sup> Ibid. Département d'État américain.

<sup>37</sup> Ibid. Département d'État américain.

---

<sup>38</sup> Ibid. Département d'État américain. See also a well-done Wikipedia comparison of wage, income and work week metrics across countries at [http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_minimum\\_wages\\_by\\_country](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_minimum_wages_by_country)

<sup>39</sup> "Denmark Unemployment Trends" Trading Economics. Consulté le 8 février 2019. <https://tradingeconomics.com/denmark/unemployment-rate>